**PROVINCE DE QUÉBEC
M.R.C. DES ETCHÉMINS
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-ROSE-DE-WATFORD**

ASSEMBLÉE PUBLIQUE - DÉROGATION MINEURE

Madame Gilbert fait un compte-rendu de la demande de dérogation mineure. La recommandation du CCU est également mentionnée. La propriétaire est présente et pose quelques questions pour éclaircir la recommandation du CCU. 8 personnes sont présentes. Aucune personne n'a mentionné son opposition à cette dérogation.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL TENUE LE 6 septembre 2016, À 19 HEURES 30 À L'ENDROIT ORDINAIRE, SOUS LA PRÉSIDENTE DE MONSIEUR HECTOR PROVENÇAL, MAIRE, ET À LAQUELLE ÉTAIENT PRÉSENTS LES CONSEILLERS SUIVANTS :

Siège #1 - Lisette Côté
Siège #2 - Guylaine Jacques
Siège #3 - Renée Lessard
Siège #4 - Charles Vachon
Siège #5 - Rock Carrier
Siège #6 - Richard Fauchon

Les membres présents forment le quorum. Madame Linda Gilbert, directrice générale et secrétaire-trésorière, agit comme secrétaire.

1 - PRIÈRE ET OUVERTURE DE LA SÉANCE

Monsieur le Maire récite la prière, procède à l'ouverture de la séance et souhaite la bienvenue aux personnes présentes.

195-09-2016

2 - LECTURE ET ACCEPTATION DE L'ORDRE DU JOUR

- 01 - ASSEMBLÉE PUBLIQUE DÉROGATION ET OUVERTURE DE LA SÉANCE
- 02 - LECTURE ET ACCEPTATION DE L'ORDRE DU JOUR
- 03 - ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX
- 03.01 - Séance ordinaire du 9 août 2016
- 04 - FINANCES-GESTION DES SERVICES
- 04.01 - Approbation de la liste des comptes du mois
- 05 - LÉGISLATION
- 05.01 - Adoption du règlement numéro 04-2016
- 05.02 - Adoption du règlement numéro 05-2016
- 06 - SÉCURITÉ PUBLIQUE- INCENDIE
- 06.01 - Compte-rendu du directeur incendie
- 06.02 - Entériner collaboration VéloRoute
- 07 - VOIRIE TRANSPORT
- 07.01 - Rapport de l'inspecteur
- 07.02 - Travaux voirie automne
- 07.03 - Appel d'offres huile à chauffage et diesel
- 07.04 - Demande de signalisation Route 204
- 07.05 - Confirmation aide financière MTQ
- 07.06 - Rue Dallaire - paiement retenue
- 08 - HYGIÈNE DU MILIEU
- 09 - ASSAINISSEMENT
- 09.01 - SUIVI Étude préliminaire - égout Station
- 10 - URBANISME-DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE
- 10.01 - Compte-rendu de la dernière réunion de la MRC
- 10.01.01 - Plan de relance 2016 de la MRC des Etchemins
- 10.02 - Demande de dérogation mineure lot 4 217 351
- 11 - SANTÉ & BIEN-ÊTRE
- 11.01 - Politique Familiale
- 12 - LOISIRS-TOURISME-CULTURE

- 12.01 - Activité Loisirs
- 12.02 - Bibliothèque
- 12.03 - Inauguration Salle Joseph-Audet
- 13 - CORRESPONDANCE
- 13.01 - S.P.A. Beauce-Etchemins
- 14 - VARIA
- 15 - PÉRIODE DE QUESTIONS
- 16 - CLÔTURE ET LEVÉE DE LA SÉANCE

**IL EST PROPOSÉ PAR: Madame Lisette Côté
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE l'ordre du jour soit adopté avec les ajouts suivants:

Point 5.03 - Avis de motion - Règlement sur les carrières - sablières

Point 11.01 modifié comme suit: Politique Familiale - budget maison hantée.

Point 13.02 - Chambre de commerce

ADOPTÉE

3 - ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX

Attendu qu'une copie du procès-verbal a été remise aux membres du conseil avant la présente séance, que tous les membres présents déclarent l'avoir lu et qu'ils renoncent à sa lecture.

196-09-2016

3.1 - Séance ordinaire du 9 août 2016

**IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Renée Lessard
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE le procès-verbal de la séance régulière du 9 août 2016 soit accepté.

ADOPTÉE

4 - FINANCES-GESTION DES SERVICES

197-09-2016

4.1 - Approbation de la liste des comptes du mois

**IL EST PROPOSÉ PAR: Monsieur Charles Vachon
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE la liste des comptes présentée aux membres du conseil, d'une somme de 91 828,94\$ pour la Municipalité, et 10 228,66\$ pour Etchemins en forme soit acceptée et payée selon les modalités de notre règlement numéro 03-2011 sur le contrôle et le suivi budgétaire.

ADOPTÉE

5 - LÉGISLATION

198-09-2016

5.1 - Adoption du règlement numéro 04-2016

Conformément aux dispositions de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale, la présentation et lecture du projet de règlement numéro 04-2016 "Code d'éthique et de déontologie des employés municipaux" a été faite en même temps que l'avis de motion le 9 août 2016.

RÈGLEMENT NUMÉRO 04-2016 INTITULÉ : CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DES EMPLOYÉS MUNICIPAUX DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINTE-ROSE-DE-WATFORD

Attendu que la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale, entrée en vigueur le 2 décembre 2010, impose aux municipalités locales et aux municipalités régionales de comté de se doter d'un code d'éthique et de déontologie applicable aux employés municipaux; Attendu que le conseil de toute municipalité qui n'a pas un tel code conforme aux exigences de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale doit l'adopter par règlement au plus tard le 2 décembre 2012; Attendu que les formalités prévues à la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale ont été respectées; Attendu qu'un avis de motion a été donné.

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Guylaine Jacques

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS :

D'adopter le code d'éthique et de déontologie suivant :

• Définition de l'éthique : Discipline de la philosophie ayant pour objet l'examen des principes moraux au regard de ce qui est jugé souhaitable et qui sont à la base de la conduite d'un individu ou d'un groupe.

• Définition de déontologie : Ensemble des règles et normes qui régissent une profession ou une fonction, la conduite de ceux qui l'exercent ainsi que les rapports entre ceux-ci et leurs clients ou le public.

ARTICLE 1 : TITRE

Le titre du présent code est : Code d'éthique et de déontologie des employés municipaux de la municipalité de Sainte-Rose-de-Watford.

ARTICLE 2 : APPLICATION DU CODE

Le présent code s'applique à tout employé de la municipalité de Sainte-Rose-de-Watford.

ARTICLE 3 : BUTS DU CODE

Le présent code poursuit les buts suivants :

- 1) Accorder la priorité aux valeurs de la municipalité;
- 2) Instaurer des normes de comportement qui favorisent l'intégration de ces valeurs;
- 3) Prévenir les conflits éthiques et s'il en survient, aider à les résoudre efficacement et avec discernement;
- 4) Assurer l'application des mesures de contrôle aux manquements déontologiques.

ARTICLE 4 : VALEURS DE LA MUNICIPALITÉ

Les valeurs suivantes servent de guide pour la conduite des employés de la municipalité, particulièrement lorsque les situations rencontrées ne sont pas explicitement prévues dans le présent code ou par les différentes politiques de la municipalité.

1) **L'intégrité**

Tout employé valorise l'honnêteté, la rigueur et la justice.

2) **La prudence dans la poursuite de l'intérêt public**

Tout employé assume ses responsabilités face à la mission d'intérêt public qui lui incombe. Dans l'accomplissement de cette mission, il agit avec professionnalisme, ainsi qu'avec vigilance et discernement.

3) **Le respect envers les autres employés, les élus de la municipalité et les citoyens**

Tout employé favorise le respect dans les relations humaines. Il a droit à celui-ci et agit avec respect envers l'ensemble des personnes avec lesquelles il traite dans le cadre de ses fonctions.

4) **La loyauté envers la municipalité**

Tout employé recherche l'intérêt de la municipalité, dans le respect des lois et règlements.

5) **La recherche de l'équité**

Tout employé traite chaque personne avec justice, dans le respect des lois et règlements.

6) **L'honneur rattaché aux fonctions d'employés de la municipalité**

Tout employé sauvegarde l'honneur rattaché à sa fonction, ce qui présuppose la pratique constante des cinq valeurs précédentes : l'intégrité, la prudence, le respect, la loyauté et l'équité.

ARTICLE 5 : RÈGLES DE CONDUITE

5.1 Application

Les règles énoncées au présent article doivent guider la conduite des employés de la municipalité.

5.2 Objectifs

Ces règles ont notamment pour objectifs de prévenir :

1. toute situation où l'intérêt personnel de l'employé peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions;
2. toute situation qui irait à l'encontre de toute disposition d'une loi ou d'un règlement du gouvernement ou d'un règlement du conseil municipal ou d'une directive s'appliquant à un employé;
3. le favoritisme, la malversation, les abus de confiance ou autres inconduites.

5.3 Conflits d'intérêts

5.3.1 Il est interdit à tout employé d'agir, de tenter d'agir ou d'omettre d'agir de

façon à favoriser, dans l'exercice de ses fonctions, ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.

5.3.2 Il est interdit à tout employé de se prévaloir de sa fonction pour influencer ou tenter d'influencer la décision d'une autre personne de façon à favoriser ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.

5.3.3 Il est interdit à tout employé de solliciter, de susciter, d'accepter ou de recevoir, pour lui-même ou pour une autre personne, quelque avantage que ce soit en échange d'une prise de position.

5.3.4 Il est interdit à tout employé d'accepter tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage, quelle que soit sa valeur, qui peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions ou qui risque de compromettre son intégrité.

5.3.5 Tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage reçu par un employé et qui n'est pas de nature purement privée ou visé par l'article 5.3.4 doit, lorsque sa valeur excède 200\$, faire l'objet, dans les trente jours de sa réception, d'une déclaration écrite par ce membre auprès du greffier ou du secrétaire-trésorier de la municipalité. Cette déclaration doit contenir une description adéquate du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu, et préciser le nom du donateur ainsi que la date et les circonstances de sa réception. Un registre public de ces déclarations sera tenu.

5.4 Utilisation des ressources de la municipalité
Il est interdit à tout employé d'utiliser les ressources de la municipalité à des fins personnelles ou à des fins autres que les activités liées à l'exercice de ses fonctions, sous réserve d'une politique particulière encadrant cette utilisation. La présente interdiction ne s'applique pas lorsqu'un employé utilise, à des conditions non préférentielles, une ressource mise à la disposition des citoyens.

5.5 Utilisation ou communication de renseignements confidentiels
L'employé ne doit pas faire usage de l'information à caractère confidentiel qu'il obtient dans l'exécution ou à l'occasion de son travail. Ces obligations survivent pendant un délai raisonnable après la cessation de l'emploi, et survivent en tout temps lorsque l'information réfère à la réputation et à la vie privée d'autrui.

5.6 Abus de confiance et malversation
Il est interdit à un employé de détourner à son propre usage ou à l'usage d'un tiers un bien appartenant à la municipalité.

ARTICLE 6 : MÉCANISME DE PRÉVENTION
L'employé, qui croit être placé, directement ou indirectement, dans une situation de conflit d'intérêts réelle, potentielle ou apparente, ou qui est susceptible de contrevenir autrement au présent code d'éthique et de déontologie, doit en aviser son supérieur immédiat. Dans le cas du directeur général, il doit en aviser le maire.

ARTICLE 7 : MANQUEMENT ET SANCTION
Un manquement à une règle prévue au présent code d'éthique et de déontologie par un employé peut entraîner, sur décision de la municipalité et dans le respect de tout contrat de travail, l'application de toute sanction appropriée à la nature et à la gravité du manquement.

ARTICLE 8 : AUTRE CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE
Le présent code ne doit pas être interprété comme restreignant les obligations imposées à un employé municipal par la loi, un règlement, un code de déontologie professionnelle, un contrat de travail incluant une convention collective, une politique ou directive municipale.

ARTICLE 9 : ANNONCE LORS D'UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT POLITIQUE
Il est interdit à tout employé de la municipalité de faire l'annonce, lors d'une activité de financement politique, de la réalisation d'un projet, de la conclusion d'un contrat ou de l'octroi d'une subvention par la municipalité, sauf si une décision finale relativement à ce projet, contrat ou subvention a déjà été prise par l'autorité compétente de la municipalité.

ARTICLE 10 : ABROGATION
Le présent règlement abroge et remplace le règlement suivant et ses amendements : Règlement 04-2012.

ARTICLE 11 : ENTRÉE EN VIGUEUR
Le présent règlement entre en vigueur suivant la Loi.

Avis de motion donnée le 9 août 2016
Projet de règlement présenté le 9 août 2016

Avis public	publié	le	16	août	2016
Adopté	le 6		septembre		2016
Affiché	le 9		septembre		2016

Hector Provençal	Linda Gilbert
Maire	Secrétaire-trésorière et
Directrice générale	

199-09-2016

5.2 - Adoption du règlement numéro 05-2016

Conformément aux dispositions de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale, la présentation et lecture du projet de règlement numéro 05-2016 "Code d'éthique et de déontologie des élus de la municipalité de Sainte-Rose-de-Watford" a été faite en même temps que l'avis de motion le 9 août 2016.

RÈGLEMENT NO 05-2016 CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DES ÉLUS DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINTE-ROSE-DE-WATFORD

Attendu que la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale, entrée en vigueur le 2 décembre 2010, impose aux municipalités locales de se doter d'un code d'éthique et de déontologie applicable aux élus municipaux; Attendu que le conseil de toute municipalité doit adopter par règlement au plus tard le 1er mars suivant une année d'élection un code conforme aux exigences de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale; Attendu que les formalités prévues à la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale ont été respectées;

Attendu qu'un avis de motion a été donné le 9 août 2016;

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Lisette Côté ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

D'adopter le code d'éthique et de déontologie suivant :

- Définition de l'éthique Discipline de la philosophie ayant pour objet l'examen des principes moraux au regard de ce qui est jugé souhaitable et qui sont à la base de la conduite d'un individu ou d'un groupe

- Définition de déontologie Ensemble des règles et normes qui régissent une profession ou une fonction, la conduite de ceux qui l'exercent ainsi que les rapports entre ceux-ci et leurs clients ou le public

ARTICLE 1 : TITRE
Le titre du présent code est : Code d'éthique et de déontologie des élus de la municipalité de Sainte-Rose-de-Watford.

ARTICLE 2 : APPLICATION DU CODE
Le présent code s'applique à tout membre du conseil de la municipalité de Sainte-Rose-de-Watford.

ARTICLE 3 : BUTS DU CODE
Le présent code poursuit les buts suivants :
1) Accorder la priorité aux valeurs qui fondent les décisions d'un membre du conseil de la municipalité et contribuer à une meilleure compréhension des valeurs de la municipalité ;
2) Instaurer des normes de comportement qui favorisent l'intégration de ces valeurs dans le processus de prise de décision des élus et, de façon générale, dans leur conduite à ce titre ;
3) Prévenir les conflits éthiques et s'il en survient, aider à les résoudre efficacement et avec discernement ;
4) Assurer l'application des mesures de contrôle aux manquements déontologiques.

ARTICLE 4 : VALEURS DE LA MUNICIPALITÉ
Les valeurs suivantes servent de guide pour la prise de décision et, de façon générale, la conduite des membres du conseil de la municipalité en leur qualité d'élus, particulièrement lorsque les situations rencontrées ne sont pas explicitement prévues dans le présent code ou par les différentes politiques de la municipalité.

1) L'intégrité
Tout membre valorise l'honnêteté, la rigueur et la justice.

2) La prudence dans la poursuite de l'intérêt public
Tout membre assume ses responsabilités face à la mission d'intérêt public qui lui incombe. Dans l'accomplissement de cette mission, il agit avec professionnalisme, ainsi qu'avec vigilance et discernement.

3) Le respect envers les autres membres, les employés de la municipalité et les citoyens

Tout membre favorise le respect dans les relations humaines. Il a droit à celui-ci et agit avec respect envers l'ensemble des personnes avec lesquelles il traite dans le cadre de ses fonctions. En aucun cas, un membre du conseil ne devra se montrer abusif dans ses propos.

4) La loyauté envers la municipalité
Tout membre recherche l'intérêt de la municipalité.

5) La recherche de l'équité
Tout membre traite chaque personne avec justice en appliquant les lois, politiques et règlements en vigueur.

6) L'honneur rattaché aux fonctions de membre du conseil
Tout membre sauvegarde l'honneur rattaché à sa fonction, ce qui présuppose la pratique constante des cinq valeurs précédentes : l'intégrité, la prudence, le respect, la loyauté et l'équité.

ARTICLE 5 : RÈGLES DE CONDUITE

5.1 Application

Les règles énoncées au présent article doivent guider la conduite d'un élu à titre de membre du conseil, d'un comité ou d'une commission a) de la municipalité ou, des comités directement reliés à la Municipalité qu'il représente.

b) d'un autre organisme lorsqu'il y siège en sa qualité de membre du conseil de la municipalité.

5.2 Objectifs

Ces règles ont notamment pour objectifs de prévenir :

1. toute situation où l'intérêt personnel du membre du conseil peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions ;
2. toute situation qui irait à l'encontre des articles 304 et 361 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E 2.2);

LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS

(Article)

304. Est inhabile à exercer la fonction de membre du conseil de toute municipalité la personne qui sciemment, pendant la durée de son mandat de membre du conseil d'une municipalité ou de membre d'un organisme municipal, a un intérêt direct ou indirect dans un contrat avec la municipalité ou l'organisme.

L'inhabilité subsiste jusqu'à l'expiration d'une période de cinq ans après le jour où le jugement qui déclare la personne inhabile est passé en force de chose jugée.

(Article)

361. Le membre du conseil d'une municipalité qui est présent à une séance au moment où doit être prise en considération une question dans laquelle il a directement ou indirectement un intérêt pécuniaire particulier doit divulguer la nature générale de cet intérêt avant le début des délibérations sur cette question et s'abstenir de participer à celles-ci et de voter ou de tenter d'influencer le vote sur cette question.

Le premier alinéa s'applique également lors d'une séance de tout conseil, comité ou commission dont le membre fait partie au sein de la municipalité ou d'un organisme municipal.

Dans le cas où la séance n'est pas publique, le membre doit, outre les obligations imposées par le premier alinéa, quitter la séance après avoir divulgué la nature générale de son intérêt, pendant toute la durée des délibérations et du vote sur la question.

Lorsque la question est prise en considération lors d'une séance à laquelle le membre n'est pas présent, il doit divulguer la nature générale de son intérêt dès la première séance à laquelle il est présent après avoir pris connaissance de ce fait.

3. le favoritisme, la malversation, les abus de confiance ou autres inconduites.

5.3 Conflits d'intérêts

5.3.1 Il est interdit à tout membre d'agir, de tenter d'agir ou d'omettre d'agir de façon à favoriser, dans l'exercice de ses fonctions, ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.

5.3.2 Il est interdit à tout membre de se prévaloir de sa fonction pour influencer ou tenter d'influencer la décision d'une autre personne de façon à favoriser ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.

Le membre est réputé ne pas contrevenir au présent article lorsqu'il bénéficie des exceptions prévues aux quatrième et cinquième alinéas de l'article 5.3.7.

5.3.3 Il est interdit à tout membre de solliciter, de susciter, d'accepter ou de recevoir, pour lui-même ou pour une autre personne, quelque avantage que ce soit en échange d'une prise de position sur une question dont un conseil, un comité ou une commission dont il est membre peut être saisi.

5.3.4 Il est interdit à tout membre d'accepter tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage, quelle que soit sa valeur, qui peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions ou qui risque de compromettre son intégrité.

5.3.5 Tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage reçu par un membre du conseil municipal et qui n'est pas de nature purement privée ou visé par l'article 5.3.4 doit, lorsque sa valeur excède 200 \$, faire l'objet, dans les trente jours de sa réception, d'une déclaration écrite par ce membre auprès du greffier ou du secrétaire-trésorier de la municipalité. Cette déclaration doit contenir une description adéquate du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu, et préciser le nom du donateur ainsi que la date et les circonstances de sa réception. Le (greffier) (secrétaire-trésorier) tient un registre public de ces déclarations.

5.3.6 Un membre ne doit pas avoir sciemment un intérêt direct ou indirect dans un contrat avec la municipalité ou un organisme visé à l'article 5.1.

Un membre est réputé ne pas avoir un tel intérêt dans les cas suivants :

1° le membre a acquis son intérêt par succession ou par donation et y a renoncé ou s'en est départi le plus tôt possible ;

2° l'intérêt du membre consiste dans la possession d'actions d'une compagnie qu'il ne contrôle pas, dont il n'est ni un administrateur ni un dirigeant et dont il possède moins de 10% des actions émises donnant le droit de vote ;

3° l'intérêt du membre consiste dans le fait qu'il est membre, administrateur ou dirigeant d'un autre organisme municipal, d'un organisme public au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, d'un organisme à but non lucratif ou d'un organisme dont la loi prévoit que cette personne doit être membre, administrateur ou dirigeant en tant que membre du conseil de la municipalité ou de l'organisme municipal ;

4° le contrat a pour objet une rémunération, une allocation, un remboursement de dépenses, un avantage social, un bien ou un service auquel le membre a droit à titre de condition de travail attachée à sa fonction au sein de la municipalité ou de l'organisme municipal ;

5° le contrat a pour objet la nomination du membre à un poste de fonctionnaire ou d'employé dont l'occupation ne rend pas inéligible son titulaire ;

6° le contrat a pour objet la fourniture de services offerts de façon générale par la municipalité ou l'organisme municipal ;

7° le contrat a pour objet la vente ou la location, à des conditions non préférentielles, d'un immeuble ;

8° le contrat a pour objet la fourniture de services ou de biens que le membre est obligé de faire en faveur de la municipalité ou de l'organisme municipal en vertu d'une disposition législative ou réglementaire ;

9° le contrat a pour objet la fourniture d'un bien par la municipalité ou l'organisme municipal et a été conclu avant que le membre n'occupe son poste au sein de la municipalité ou de l'organisme et avant qu'il ne pose sa candidature à ce poste lors de l'élection où il a été élu ;

10° dans un cas de force majeure, l'intérêt général de la municipalité ou de l'organisme municipal exige que le contrat soit conclu de préférence à tout autre.

5.3.7 Le membre qui est présent à une séance au moment où doit être prise en considération une question dans laquelle il a directement ou indirectement un intérêt pécuniaire particulier doit divulguer la nature générale de cet intérêt, avant le début des délibérations sur cette question. Il doit aussi s'abstenir de participer à ces délibérations, de voter ou de tenter d'influencer le vote sur cette question.

Lorsque la séance n'est pas publique, le membre doit, en plus de ce qui précède, divulguer la nature générale de son intérêt, puis quitter la séance, pour tout le temps que dureront les délibérations et le vote sur cette question. Lorsque la question à propos de laquelle un membre a un intérêt pécuniaire est prise en considération lors d'une séance à laquelle il est absent, il doit, après avoir pris connaissance de ces délibérations, divulguer la nature générale de son intérêt, dès la première séance à laquelle il est présent après avoir pris connaissance de ce fait. Le présent article ne s'applique pas dans le cas où l'intérêt du membre consiste dans des rémunérations, des allocations, des remboursements de dépenses, des avantages sociaux ou d'autres conditions de travail attaché à ses fonctions au sein de la municipalité ou de l'organisme municipal. Il ne s'applique pas non plus dans le cas où l'intérêt est tellement minime que le membre ne peut raisonnablement être influencé par lui.

5.4 Utilisation des ressources de la municipalité :

Il est interdit à tout membre d'utiliser les ressources de la municipalité ou de tout autre organisme visé à l'article 5.1, à des fins personnelles ou à des fins autres que les activités liées à l'exercice de ses fonctions. La présente interdiction ne s'applique pas lorsqu'un membre utilise, à des conditions non préférentielles, une ressource mise à la disposition des citoyens.

5.5 Utilisation ou communication de renseignements confidentiels :

Il est interdit à tout membre d'utiliser, de communiquer, ou de tenter d'utiliser ou de communiquer, tant pendant son mandat qu'après celui-ci, des renseignements obtenus dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et qui ne sont pas généralement à la disposition du public, pour favoriser ses intérêts personnels ou ceux de toute autre personne.

5.6 Après-mandat

Dans les douze mois qui suivent la fin de son mandat, il est interdit à un membre d'occuper un poste d'administrateur ou de dirigeant d'une personne morale, un emploi ou toute autre fonction, de telle sorte que lui-même ou toute autre personne tire un avantage indu de ses fonctions antérieures à titre de membre (du) (d'un) conseil de la municipalité.

5.7 Abus de confiance et malversation

Il est interdit à un membre de détourner à son propre usage ou à l'usage d'un tiers un bien appartenant à la municipalité.

ARTICLE 6 : MÉCANISMES DE CONTRÔLE

6.1 Tout manquement à une règle prévue au présent code par un membre du conseil municipal peut entraîner l'imposition des sanctions suivantes :

- 1) La réprimande
- 2) La remise à la municipalité, dans les trente jours de la décision de la Commission municipale du Québec :
 - a) du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu ou de la valeur de ceux-ci;
 - b) de tout profit retiré en contravention d'une règle du présent code;
- 3) Le remboursement de toute rémunération, allocation ou autre somme reçue, pour la période qu'a duré le manquement à une règle du présent code, en tant que membre d'un conseil, d'un comité ou d'une commission de la municipalité ou d'un organisme visé à l'article 5.1;
- 4) La suspension du membre du conseil municipal pour une période dont la durée ne peut excéder 90 jours; cette suspension ne peut avoir effet au-delà du jour où prend fin son mandat.

Lorsqu'un membre du conseil municipal est suspendu, il ne peut siéger à aucun conseil, comité ou commission de la municipalité, ou en sa qualité de membre d'un conseil de la municipalité, d'un autre organisme, ni recevoir une rémunération, une allocation, ou toute autre somme de la municipalité ou d'un tel organisme.

ARTICLE 7 : ANNONCE LORS D'UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT POLITIQUE

Il est interdit à tout membre d'un conseil de la municipalité de faire l'annonce, lors

d'une activité de financement politique, de la réalisation d'un projet, de la conclusion d'un contrat ou de l'octroi d'une subvention par la municipalité, sauf si une décision finale relativement à ce projet, contrat ou subvention a déjà été prise par l'autorité compétente de la municipalité.

ARTICLE 8 . ABROGATION
Le présent règlement abroge et remplace le règlement suivant et ses amendements : Règlement 05-2013.

ARTICLE 9 : ENTRÉE EN VIGUEUR
Le présent règlement entre en vigueur suivant la Loi.

Avis de motion	donné	le	9	août	2016
Projet de règlement	présenté	LE	9	août	2016
Avis public	publié	le	16	août	2016
ADOPTÉ	LE 6		septembre		2016
AFFICHÉ	LE	9	septembre		2016

Hector Provençal
Maire

Linda Gilbert
Secrétaire-trésorière
et directrice générale

200-09-2016

5.3 - Avis de motion - Règlement sur les carrières - sablières

Monsieur Rock Carrier, conseiller, donne avis qu'un règlement concernant les carrières & sablières sera adopté à une prochaine séance. Conformément aux dispositions du Code municipal, une dispense de lecture est produite en même temps que le présent avis de motion.

6 - SÉCURITÉ PUBLIQUE- INCENDIE

6.1 - Compte-rendu du directeur incendie

Le directeur incendie nous fait un résumé des activités (fausse alarme, pratique, etc) du mois d'août.

201-09-2016

6.2 - Entériner collaboration VéloRoute

Les membres du conseil ont été consultés pour la demande de collaboration de la 2e randonnée de la VéloRoute Beauce-Etchemins, demande qui consiste à fournir nos deux véhicules de sécurité incendie à deux intersections stratégiques à Ste-Rose ainsi que deux pompiers pour sécuriser le passage de la randonnée entre 10h30 et 12h le 3 septembre 2016. Six élus sur sept ont répondu à mon courriel.

**IL EST PROPOSÉ PAR: Madame Renée Lessard
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE les membres du conseil entérinent l'autorisation de fournir les deux véhicules incendie de même que des pompiers pour le passage de la randonnée VéloRoute Beauce-Etchemins.

ADOPTÉE

7 - VOIRIE TRANSPORT

7.1 - Rapport de l'inspecteur

Les membres du conseil ont reçu le rapport de travail de l'inspecteur municipal.

202-09-2016

7.2 - Travaux voirie automne

**IL EST PROPOSÉ PAR: M. Charles Vachon
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS**

QU'un appel d'offres soit préparé pour le rechargement d'une partie de la route Poliquin.
ADOPTÉE

203-09-2016

7.3 - Appel d'offres huile à chauffage et diesel

**IL EST PROPOSÉ PAR: Monsieur Rock Carrier
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS**

D'autoriser la directrice générale à préparer un appel d'offres pour la fourniture d'huile à chauffage et de diesel pour la prochaine année.

ADOPTÉE

204-09-2016

7.4 - Demande de signalisation Route 204

**IL EST PROPOSÉ PAR: Monsieur Rock Carrier
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS**

D'aviser la citoyenne qui nous a demandé une signalisation pour l'entrée de sa propriété qui est située sur la Route 204 Ouest, de transmettre sa demande au Ministère des Transports, Mobilité durable et Électrification des transports puisque cette route est sur leur juridiction et que nous ne pouvons y installer de panneaux de signalisation.

ADOPTÉE

7.5 - Confirmation aide financière MTQ

Une subvention de 15 000\$, de l'Aide à l'amélioration du réseau routier municipal, nous est confirmée par le Ministre des Transports.

205-09-2016

7.6 - Rue Dallaire - paiement retenue

Le pavage a été refait le 1er septembre dans la rue Dallaire.

**IL EST PROPOSÉ PAR: Monsieur Richard Fauchon
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE les membres du conseil autorisent le paiement de la retenue à Pavage Abénaquis puisque les travaux ont été faits à notre satisfaction.

ADOPTÉE

8 - HYGIÈNE DU MILIEU

Aucun dossier en cours.

9 - ASSAINISSEMENT

9.1 - SUIVI Étude préliminaire - égout Station

Information: J'ai communiqué avec SNC Lavalin et M. Gilles Binet m'a dit que notre rapport sera déposé le 23 septembre. Ils sont à faire des recherches avec 3 fournisseurs pour le traitement des eaux usées.

10 - URBANISME-DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

10.1 - Compte-rendu de la dernière réunion de la MRC

M. Provençal nous fait un résumé des dossiers en cours à la table des maires.

206-09-2016

10.1.1 - Plan de relance 2016 de la MRC des Etchemins

CONSIDÉRANT l'importance de doter la MRC des Etchemins d'orientations stratégiques, de développement économique et d'élaborer un plan d'action pour sa relance;
CONSIDÉRANT QUE suite au profil socio-économique de la MRC des Etchemins, du diagnostic, des consultations des conseils municipaux, des

experts sectoriels et des entreprises, promoteurs et porteurs de projet, neuf (9) principaux enjeux stratégiques ont été retenus :

- Accroissement de la population;
- Création d'emplois;
- Support / consolidation des entrepreneurs et organismes existants;
- Obtention d'un statut spécial projet pilote (MRC laboratoire);
- Augmentation des investissements dans tous les secteurs;
- Développement domiciliaire et de villégiature;
- Modernisation du secteur forestier;
- Développement de l'agriculture, acériculture et produit à valeur ajoutée (PVA) de l'érable;
- Développement récréotouristique.

CONSIDÉRANT la promesse électorale de Monsieur Philippe Couillard, Madame Dominique Vien et Monsieur Robert Dutil de doter la MRC des Etchemins de conditions particulières afin de stimuler son développement et de mettre en place une table ministérielle à sa disposition;

CONSIDÉRANT QUE suite au dépôt et présentation du Plan de relance 2016 de la MRC des Etchemins qui a été réalisé par la firme Zins Beauchesne et associés, la Municipalité de Sainte-Rose-de-Watford adhère à ce plan et demande à la MRC des Etchemins de faire les démarches nécessaires auprès du gouvernement du Québec afin d'obtenir trois (3) fonds spécifiques :

- Fonds « MRC laboratoire » de 1,2 millions par année pour une période minimale de trois (3) années consécutives;
- Fonds d'études de 265 000 \$ sur trois (3) ans;
- Fonds spécifique de 500 000 \$ pour le secteur d'entreprises majeures sur le territoire.

**IL EST PROPOSÉ PAR: Madame Renée Lessard
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS**

QUE la Municipalité de Sainte-Rose-de-Watford adhère au Plan de relance 2016 de la MRC des Etchemins.

ADOPTÉE

207-09-2016

10.2 - Demande de dérogation mineure lot 4 217 351

CONSIDÉRANT QUE la demanderesse avait eu l'intention de mettre son installation septique aux normes en 2007 ;

CONSIDÉRANT QUE le projet de mise aux normes des installations septiques du Lac Algonquin n'était pas en force à ce moment et que la municipalité a toléré l'installation telle qu'elle était à l'époque ;

CONSIDÉRANT QUE la demanderesse a récemment reçu un avis de la municipalité l'obligeant à réaliser les travaux de conformité de son installation septique d'ici la fin de l'automne 2016 ;

CONSIDÉRANT QU'UNE récente modification du règlement provincial sur l'évacuation des eaux usées des résidences isolées empêche la requérante de réaliser les travaux prescrits en 2007 ;

CONSIDÉRANT QUE la demanderesse a fait réaliser une seconde expertise pour sa propriété et se retrouve dans l'obligation d'installer une fosse scellée pour les eaux noires et grises ;

CONSIDÉRANT QU'un projet de loi du ministère a été adopté pour rétablir, entre autres, la norme qui pose problème à la requérante ;

CONSIDÉRANT QUE la modification de la loi visée pourrait être adoptée dans les mois qui suivent ;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité peut prolonger le délai de mise aux normes en ajoutant ce dossier à la vague de mise en conformité prévue au 30 novembre 2017 ;

**IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Charles Vachon
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE les membres du conseil sont en accord avec la recommandation du comité d'urbanisme qui suggère d'attendre jusqu'au 1er octobre 2017 et autoriser les travaux d'installation septique en bande riveraine comme demandé par la requérante seulement si la modification de loi n'a pas été adoptée.

ADOPTÉE

11 - SANTÉ & BIEN-ÊTRE

208-09-2016

11.1 - Politique Familiale - budget maison hantée

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Lisette Côté

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

QUE les membres du conseil autorisent un budget de 800\$ pour l'activité "Maison hantée" à l'occasion de l'Halloween. 530\$ sera pris dans le budget de la politique familiale. Autorisation est également donnée pour l'utilisation des locaux de l'édifice municipal et l'achat d'un gallon de peinture noire.

ADOPTÉE

12 - LOISIRS-TOURISME-CULTURE

12.1 - Activité Loisirs

Un appel d'offres pour la fabrication et l'entretien de la patinoire pour la prochaine saison sera publié dans le journal municipal.

209-09-2016

12.2 - Bibliothèque - représentante et responsable BIBLIO

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Rock Carrier

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

QUE madame Lisette Côté soit représentante élue de la bibliothèque "Rose-des-Vents" au réseau Biblio. Madame Guylaine Jacques sera substitut. De nommer Mme Suzanne Vachon responsable de la bibliothèque.

ADOPTÉE

210-09-2016

12.3 - Inauguration Salle Joseph-Audet

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Lisette Côté

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

QUE les membres du conseil autorisent le budget nécessaire pour un petit buffet et une santé lors de l'inauguration.

ADOPTÉE

13 - CORRESPONDANCE

211-09-2016

13.1 - S.P.A. Beauce-Etchemins

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Renée Lessard

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

QUE les membres du conseil sont en accord avec la tenue d'une porte ouverte de la SPA dans nos locaux. Ils proposent le 15 octobre en même temps que la collecte des gros déchets.

ADOPTÉE

212-09-2016

13.2 - Chambre de commerce

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Charles Vachon

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

QUE les membres du conseil autorisent le paiement de la cotisation annuelle 2016-17 de la Chambre de Commerce Bellechasse-Etchemins d'un montant de 195,46\$, taxes incluses.

ADOPTÉE

14 - VARIA

213-09-2016

14.1 - Travaux route de la Grande-Ligne

IL EST PROPOSÉ PAR: Madame Lisette Côté

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

QUE les membres du conseil désirent modifier leur décision du mois d'août afin que les travaux à reprendre dans la route de la Grande-Ligne Nord par la compagnie Carrière Ste-Rose soient faits de la façon suivante: la municipalité va refaire le nivelage et l'entrepreneur aura la responsabilité de refaire le compactage avec un compacteur d'un poids minimum de 19 000 lbs afin

d'assurer la compaction mentionnée au devis d'appel d'offres.
ADOPTÉE

15 - PÉRIODE DE QUESTIONS

214-09-2016

16 - CLÔTURE ET LEVÉE DE LA SÉANCE

**IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Charles Vachon
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS**
QUE la séance soit levée à 20h20.
ADOPTÉE

Hector Provençal
Maire

Linda Gilbert, directrice générale et
Secrétaire-trésorière

Je, Hector Provençal, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.

Hector Provençal
Maire